



**CONSEIL EUROPÉEN
LE PRÉSIDENT**



Bruxelles, le 2 avril 2014
EUCO 88/14

PRESSE 202
PR PCE 78

**Allocution d'ouverture du Président du Conseil européen
Herman Van Rompuy
lors de la réunion spéciale sur la République Centrafricaine**

Permettez-moi tout d'abord de vous donner chaleureusement la bienvenue. Je suis très honoré par votre présence. Il paraît important d'inaugurer aujourd'hui ces deux journées consacrées aux relations Union Africaine - l'Union Européenne avec une séance extraordinaire dédiée à la République centrafricaine (RCA). Cette réunion spéciale est co-organisée par le Président Abdel Aziz et le Président François Hollande.

La crise en République centrafricaine avec ses conséquences dramatiques pour les populations civiles et son impact régional constitue une préoccupation majeure. Depuis que nous nous sommes rencontrés dans une configuration similaire, en marge du Sommet Afrique-France début décembre 2013 à Paris, la situation a considérablement changé.

D'abord, sur le plan sécuritaire, nous avons assisté à une accélération de la dynamique de la violence. Le cycle d'actes de représailles s'est rapidement étendu sur l'ensemble du territoire. Sur le plan humanitaire, 50% de la population, soit 2.5 millions de personnes, nécessitent d'une assistance d'urgence que l'insécurité rend parfois impossible. Ceci constitue le taux le plus élevé de toute crise au monde. Sur le plan régional, les pays voisins et au-delà sont durement touchés par l'afflux de réfugiés centrafricains. Or, les capacités d'accueil atteignent leurs limites.

Au niveau international, la mobilisation s'est faite de plus en plus forte. C'est, en particulier, vrai pour l'Union africaine et la région d'Afrique centrale. L'action conjuguée de la MISCA et de l'opération Sangaris a permis d'éviter à court terme l'effondrement totale du pays, mais la situation reste dangereuse.

P R E S S E

Dirk De Backer - Porte-parole du président - ☎ +32 (0)2 281 9768 - +32 (0)497 59 99 19
Preben Aamann - Porte-parole adjoint du président - ☎ +32 (0)2 281 2060 - +32 (0)476 85 05 43
press.president@consilium.europa.eu <http://www.european-council.europa.eu/the-president>

EUCO 88/14

Au Sommet de N'Djamena du 10 janvier, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) a relancé le processus de transition politique. Le Conseil de Sécurité des Nations Unies avance vers l'adoption d'une troisième résolution qui établirait une mission onusienne de maintien de la paix en prenant la relève de la MISCA.

Le Secrétaire Général des Nations a lancé un plan de six points pour appuyer la restauration de la paix et de la sécurité dans la RCA.

L'Union européenne, en coordination avec ses partenaires internationaux, a décidé le lancement d'une opération militaire pour contribuer au rétablissement de la sécurité dans le pays. Ceci accompagnera les actions déjà entamées dans le domaine humanitaire, politique, en matière de stabilisation et en appui du développement. On a aussi récemment décidé de renforcer notre soutien à la MISCA, avec une contribution complémentaire de 75 millions d'euros provenant de la Facilité de Paix pour l'Afrique.

La priorité immédiate reste la situation sécuritaire et humanitaire. D'avantage d'efforts et contributions restent nécessaires pour soutenir le travail crucial de MISCA, SANGARIS et bientôt de EUFOR CAR, ainsi que pour assurer la livraison de l'aide humanitaire.

Notre objectif, à moyen et plus long terme doit rester le plein rétablissement des structures étatiques.

La nomination de Mme Catherine Samba-Panza, dont je salue la présence parmi nous, au poste de chef d'Etat de transition et la nomination d'un nouveau gouvernement, nous offrent une opportunité qu'il faut saisir. L'appui de la communauté internationale aux nouvelles autorités de transition de la RCA est essentiel pour améliorer leurs chances de réussir dans les efforts de reconstruction étatique et de réconciliation nationale qui doivent être entamées. C'est ce processus politique qu'il faut soutenir fortement en vue des élections législatives et présidentielles en début 2015.

Nous devons finalement bien coordonner nos efforts. Cela devient de plus en plus important alors que les initiatives nationales et multilatérales en soutien à la RCA se multiplient. Il est impératif d'assurer une dynamique de complémentarité.

J'espère que nos discussions d'aujourd'hui nous aideront à avancer vers ces objectifs.